

**Conférence de presse
de l'économie pour la coopération avec l'Europe de l'Est**
Jeudi 2 novembre 2006

Seul le discours prononcé fait foi

Un investissement pour l'avenir

Exposé Ueli Forster, président d'economiesuisse

La conférence de presse d'aujourd'hui apporte une fois de plus la preuve que les grandes associations économiques sont favorables à la voie bilatérale : c'est la quatrième fois que leurs présidents s'engagent dans une campagne de votation de politique européenne. La raison est claire : l'Union européenne est notre principale partenaire économique. Nous gagnons un franc sur trois avec l'UE et devons un emploi sur trois à notre commerce avec l'UE. S'engager en faveur de bonnes relations avec l'Europe et se montrer prêts à fournir une certaine prestation en sa faveur, c'est agir comme un chef d'entreprise qui n'attend pas que les commandes arrivent toutes seules. Quiconque veut renforcer sa position doit lancer des signaux dans ce sens. Il en va ainsi aussi bien en politique qu'en économie. C'est précisément ce que nous faisons par notre engagement résolu en faveur du oui à la coopération avec l'Est le 26 novembre : nous oeuvrons pour les entreprises suisses, pour l'emploi dans ce pays et pour des rapports équilibrés avec l'UE.

Bien que la nouvelle loi sur la coopération avec les Etats d'Europe de l'Est permette aussi la poursuite de l'aide à la reconstruction qui a fait ses preuves dans les Balkans, en Asie centrale et dans le sud du Caucase, les débats sur la votation se concentrent sur la contribution de 1 milliard de francs sur dix ans en faveur des nouveaux pays de l'UE. Cette contribution est logique car la coopération avec l'Europe de l'Est fait partie intégrante du succès de nos relations bilatérales avec l'UE.

Le référendum, lui, est incompréhensible. C'est une erreur qui relève de l'imprudence. Dans un premier temps, le président de l'UDC souhaitait s'abstenir de soutenir le référendum des isolationnistes. Mais il a manifestement subi des pressions de la part de l'aile droite du parti. Parce que l'UDC sait aussi à quel point un non serait nuisible à la Suisse et à l'économie suisse, il aurait mieux valu faire ici acte d'autorité que de se lancer dans la tactique partisane, dans l'espoir que les milieux économiques mènent l'affaire à bonne fin. C'est peut-être la raison pour laquelle l'UDC déclare qu'elle n'est pas du tout opposée à la contribution en faveur des nouveaux pays de l'UE. Elle voudrait seulement la financer autrement. De notre point de vue, cette argumentation n'est pas honnête. Ce que l'aile droite du parti cherche en réalité, c'est à briser la politique européenne de la Suisse. Et ce après trois décisions claires du souverain en faveur de la voie bilatérale. Ce sont précisément ces mêmes milieux qui par ailleurs mettent toujours en avant les droits populaires qui font fi de la volonté du souverain. C'est pourquoi je n'ai aucune compréhension pour ce référendum dangereux et nuisible pour notre pays. Les politiciens de l'UDC proches de l'économie, voire qui bénéficient de l'aide à l'Est, le savent bien. Toute personne responsable ne doit en aucun cas sacrifier la politique européenne, et ainsi l'aide aux pays de l'Est, sur l'autel d'une pure tactique partisane. Notre pays ainsi que l'économie suisse bénéficient de la coopération avec l'Europe de l'Est. Le peuple le sait.

Erreur ! Source du renvoi introuvable.

Erreur ! Source du renvoi introuvable.

D'un point de vue économique, la contribution est un investissement payant à trois égards :

- ? Tout d'abord, les entreprises suisses bénéficient de commandes bienvenues dans le cadre de ces prestations de soutien. Car le milliard n'est pas destiné à une caisse de l'UE à Bruxelles. Il sera utilisé pour des projets concrets où la Suisse peut faire valoir ses compétences clés, par exemple dans le secteur des infrastructures. En outre, ces projets permettront d'ouvrir des portes à de nouvelles relations commerciales.
- ? Deuxièmement, même des entreprises qui ne sont pas engagées dans des projets d'aide à l'Est pourront bénéficier de l'accroissement de la prospérité en Europe de l'Est. Des produits suisses à forte valeur ajoutée et le « Swiss Made » sont très demandés dans les pays de l'Est en plein essor. Et plus les nouveaux Etats de l'UE se développent, plus leur pouvoir d'achat s'accroît et, avec lui, la demande de produits suisses de qualité.
- ? Enfin, avec la coopération à l'Est, nous nous créons non seulement un important « goodwill » dans les nouveaux pays de l'UE, mais nous consolidons aussi nos relations amicales avec toute l'Europe. Et pour l'économie suisse, un accès facilité sur des bases d'égalité à l'ensemble du marché de l'UE est d'un intérêt vital. En d'autres termes, l'aide aux pays de l'Est est aussi un instrument de promotion favorable à l'économie suisse.

Je souhaite dire encore un mot à propos du financement de la coopération. Les opposants développent toute leur argumentation sur ce point. Les milieux économiques s'engagent eux aussi en faveur d'une politique financière et fiscale disciplinée. Or l'enjeu ici, ce ne sont pas les coûts, mais ce que peut nous apporter une fructueuse collaboration avec l'Europe. Et cet apport représente un multiple de la contribution convenue avec l'UE. J'aimerais préciser encore une fois les faits concernant le financement.

Réparti sur dix ans, le milliard sera utilisé pour différents projets dans dix pays. Les coûts moyens s'établiront à 100 millions de francs par an, ce qui représente moins de 0,2 pour cent du budget de la Confédération. Le financement de cette contribution ne doit avoir aucune incidence sur le budget. Environ 60%, c'est-à-dire 60 millions de francs, seront compensés par un réajustement dans l'aide apportée actuellement aux autres pays de l'Est. Les 40 pour cent restants seront prélevés sur le budget général de la Confédération, plus précisément sur les recettes et les diminutions de dépenses découlant des accords bilatéraux. Selon des calculs prudents, le seul accord sur la fiscalité de l'épargne devrait permettre d'engranger 50 millions. A cela s'ajoutent des recettes fiscales supplémentaires pour un montant total de 100 millions de francs lié à l'effet de croissance produit par l'élargissement de l'UE à l'Est. De plus, dans le domaine de l'asile, on peut escompter des diminutions de dépenses se chiffrant à plusieurs dizaines de millions de francs. La contribution peut donc être financée sans recours à un franc d'impôt supplémentaire et sans augmentation des dettes.

Si, dans cette situation, les partisans du référendum veulent faire de cette importante votation de politique extérieure et économique un scrutin de politique intérieure ou financière, ils ne font que jeter de la poudre aux yeux et conduire une tactique électorale au détriment des entreprises suisses. Car nous ne pouvons pas seulement beaucoup gagner, nous pouvons aussi beaucoup perdre. Il serait naïf de croire que si la Suisse ne tenait pas ses promesses, cette attitude n'entraînerait pas de conséquences en provenance de l'UE. Refuser la contribution reviendrait à compliquer inutilement la voie bilatérale et à perturber les bonnes relations élaborées au fil des ans avec notre principal client. Tout chef d'entreprise connaît l'importance que peuvent aussi revêtir les aspects psychologiques lorsqu'il s'agit de mener des affaires avec succès. D'un point de vue juridique, la contribution aux

Erreur ! Source du renvoi introuvable.

Erreur ! Source du renvoi introuvable.

nouveaux pays de l'UE n'a pas de lien avec nos principaux accords économiques. Mais la simple incertitude qui règne quant aux effets d'un non sur la mise en œuvre des accords existants et sur les futurs domaines de négociations n'est pas dans l'intérêt de l'économie ; elle est même susceptible de nuire à notre place économique.

Un dernier mot : après la suspension du cycle de Doha de l'OMC, il faut s'attendre à ce que l'UE cherche de plus en plus à négocier des accords de libre-échange avec d'importants partenaires commerciaux. Souvent, la Suisse qui pèse d'un poids beaucoup moins grand dans les négociations, ne réussit à faire aboutir ses propres accords que si elle agit parallèlement à l'UE. Mais cela n'exclut pas que nous suivions notre propre voie en matière de libre-échange et que nous soyons parfois plus rapides que l'UE (Corée du Sud, éventuellement Canada). Dans l'ensemble toutefois, nous avons intérêt à agir en parallèle avec l'UE. Cela présuppose que nous entretenions de bonnes relations avec elle. Il importe de prendre de plus en plus en considération cet aspect des choses encore peu connu.

Pour toutes ces raisons, les associations économiques s'engagent pour la coopération avec les pays de l'Est et pour les accords bilatéraux qui ont fait leurs preuves.